



## CHAPITRE 88

## CHAPTER 88

### LOI ÉTABLISSANT UN IMPÔT SUR LES VENTES EN DÉTAIL DANS LA PROVINCE

### AN ACT TO IMPOSE A TAX ON RETAIL SALES WITHIN THE PROVINCE

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de l'impôt sur la vente en détail*. 4 Geo. VI, c. 14, a. 1.

1. This act may be cited as the *Retail Sales Tax Act*. 4 Geo. VI, c. 14, s. 1. Short title.

#### INTERPRÉTATION

Interprétation:

"Acheteur";

"Bureau du revenu";  
"Bien mobilier";

"Contrôleur";

"Ministre";

"Personne";

"Prix de vente";  
"Prix d'achat";

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte ne comporte un sens différent:

1° "Acheteur" désigne toute personne qui acquiert d'un vendeur, par une vente en détail dans la province, un bien mobilier;

2° "Bureau du revenu" signifie le bureau du revenu de la province de Québec;

3° "Bien mobilier" signifie tout bien qui n'est pas un immeuble d'après les lois de cette province et comprend le gaz et l'électricité, et aussi le service de téléphone;

4° "Contrôleur" désigne le contrôleur du revenu de la province;

5° "Ministre" désigne le trésorier de la province;

6° "Personne" désigne et inclut tout individu, société, compagnie, corporation, association, succession, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;

7° "Prix de vente" ou "prix d'achat" signifie le prix en argent, et aussi la valeur de services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé, et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur, comme prix de l'objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d'installation de l'objet vendu, tous frais d'intérêt, de finance et

#### INTERPRETATION

2. In this act, unless the context indicates a different meaning:

1. "Purchaser" means any person who acquires from a vendor moveable property at a retail sale in the Province;

2. "Revenue Branch" means the Revenue Branch of the Province of Quebec;

3. "Moveable property" means all property which is not considered immovable by the laws of this Province, and includes gas and electricity, and also telephone service;

4. "Comptroller" means the Comptroller of Provincial Revenue;

5. "Minister" means the Provincial Treasurer;

6. "Person" includes an individual, a firm, a company, a corporation, an association of persons, an estate, a sequestrator, a trustee in bankruptcy, a liquidator a fiduciary trustee, an administrator or an agent;

7. "Sale price" or "purchase price" mean a price in money, and also the value of services rendered, the actual value of the thing exchanged, and other consideration or prestations accepted by the seller as price of the thing covered by the contract of sale. They shall include the charges for the installation of the thing

de service, tous frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;

8° "Province" signifie la province de Québec;

9° "Vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat ou pour un prix ou toute autre considération une personne livre ou s'oblige à livrer à une autre personne, un bien mobilier;

10° "Vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

11° "Usager" signifie toute personne qui, dans la province, utilise un bien mobilier, pour son usage propre ou pour l'usage de toutes autres personnes à sa charge;

12° "Vendeur" signifie toute personne qui vend en détail dans la province quelque bien mobilier, pour fins de consommation ou d'usage, et non de revente. 4 Geo. VI, c. 14, a. 2.

sold, for interest, for finance, for service, for customs, for excise and for transportation, even when such are not shown separately on the invoice or in the vendor's books;

8. "Province" means the Province of Québec;

9. "Sale" includes a sale pure and simple, a conditional sale, a sale by instalments, an exchange, a lease or any other contract whereby, at a price or other consideration, a person delivers or binds himself to deliver, to another, moveable property;

10. "Retail sale" means a sale to a purchaser or user for purposes of consumption or use, and not for resale;

11. "User" means any person who, within the Province, utilizes any moveable property for his own use or for that of other persons at his expense;

12. "Vendor" means any person, who sells moveable property at a retail sale in the Province, for purposes of consumption or use, and not for resale. 4 Geo. VI, c. 14, s. 2.

## ENREGISTREMENT

3. 1. Aucun vendeur ne doit vendre en détail dans cette province des biens mobiliers à moins que, sur sa demande, un certificat d'enregistrement ne lui ait été émis en vertu de la présente loi et ne soit en vigueur au temps de la vente.

2. La demande pour l'obtention d'un certificat d'enregistrement doit être transmise au contrôleur.

3. Ce certificat d'enregistrement doit être émis par le contrôleur ou par toute autre personne qu'il peut désigner. Il doit être gardé à la principale place d'affaires du vendeur en cette province, et ne peut être transféré.

4. Le ministre peut refuser d'émettre ce certificat d'enregistrement à toute personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi. Il peut également, dans le cas d'une personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi, suspendre ou annuler le certificat émis.

5. Les renseignements suivants sont requis quand un certificat est demandé:

## REGISTRATION

3. 1. No vendor shall sell any moveable property in the Province, at a retail sale, unless a registration certificate has been, upon his application, granted to him under the authority of this act, and unless such certificate be in force at the time of the sale.

2. The application for the registration certificate shall be filed with the Comptroller.

3. Such registration certificate shall be granted by the Comptroller or by such other person as he may appoint, and shall be kept at the chief place of business of the vendor in the Province, and shall not be transferable.

4. The Minister may refuse to issue such registration certificate to any person who has been found guilty of any infringement of this act. He may also cancel or suspend the certificate issued, in the case of a person who has been found guilty of any infringement of this act.

5. The following information must be given when a certificate is requested:

Renseignements.

Registration certificate.

Application.

Granting and keeping.

Refusal of certificate, etc.

Information.

a) Par une ou plusieurs personnes faisant affaires sous un nom collectif ou raison sociale,—leurs noms et adresses;

b) Par une société,—le nom et l'adresse de chaque associé;

c) Par une corporation, un club, une association ou un syndicat,—le nom et l'adresse du président, s'il réside en cette province; sinon, le nom et l'adresse de son gérant ou représentant résidant en cette province, de même que l'adresse de sa place d'affaires en cette province. 4 Geo. VI, c. 14, a. 3.

a. By one or more persons doing business under a firm made,—the name and address of such person or persons;

b. By a partnership,—the name and address of each partner;

c. By a corporation, club, association or syndicate,—the name and address of the president, if he resides in the Province; if not, the name and address of its manager or representative residing in the Province and the address of its place of business in the Province. 4 Geo. VI, c. 14, s. 3.

## IMPÔT

## TAXATION

Taxe de  
vente.

4. Afin de pourvoir aux besoins du service public de la province, chaque acheteur doit, lors d'une vente en détail, en cette province, payer à Sa Majesté aux droits de la province une taxe égale à 2% du prix d'achat de tout bien mobilier. 4 Geo. VI, c. 14, a. 4.

4. In order to provide for the exigencies of the public service of the Province, every purchaser shall pay to His Majesty in the rights of the Province, at the time of making a purchase at a retail sale in the Province, a tax equal to 2% of the purchase price of any moveable property. 4 Geo. VI, c. 14, s. 4. Sales tax.

Achats en  
dehors  
de la  
province.

5. Toute personne résidant ordinairement en cette province ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui y soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage en cette province par elle-même, doit immédiatement en faire rapport au contrôleur, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à Sa Majesté aux droits de la province, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payable si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail en cette province. 4 Geo. VI, c. 14, a. 5.

5. Every person ordinarily residing or carrying on business in the Province, who, himself or through the intermediary of any other person, brings or causes to be brought in the Province any moveable property, or receives delivery of any moveable property in the Province, for consumption or use in the Province by himself, shall immediately report the matter to the Comptroller and forward or produce to him the invoice, if any, in respect of such property, and any other information required by him, and shall furthermore pay to His Majesty in the rights of the Province, on the purchase price, the same tax in respect of the consumption or use of such property as would have been payable if the property had been purchased at a retail sale in the Province at the same price. 4 Geo. VI, c. 14, s. 5. Purchases outside Province.

Rapport.

Report.

Paie-  
ment.

Payment.

Taxe  
payable  
sur li-  
vraison.

6. Tout acheteur ou usager qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, prend livraison d'un bien mobilier acquis par lui pour consommation ou usage en cette province doit, à l'époque où il prend livraison, payer à Sa Majesté aux droits de la province une taxe égale à 2% du prix de détail de ce bien. 4 Geo. VI, c. 14, a. 6.

6. Every purchaser or user, who, after the coming into force of this act, takes delivery of any moveable property acquired by him for consumption or use in the Province, shall pay to His Majesty in the rights of the Province, at the time of taking the delivery, a tax of two per centum (2%) of the retail price of the said property. 4 Geo. VI, c. 14, s. 6. Tax payable upon delivery.

Calcul.

**7.** La taxe établie par la présente loi doit être calculée séparément sur chaque achat et toute fraction d'un cent doit être comptée comme un cent entier. 4 Geo. VI, c. 14, a. 7.

**7.** The tax imposed by this act shall be calculated separately on every purchase, and any fraction of a cent shall be counted as one cent. 4 Geo. VI, c. 14, s. 7.

Calcula-  
tion.Percep-  
tion lors  
de la  
vente.

**8.** Que le prix soit stipulé payable comptant, à terme, par versements ou de toute autre manière, la taxe imposée par l'article 4 doit être perçue par le vendeur lors de la vente sur tout le prix du contrat et transmise par lui au ministre en la manière prescrite par le lieutenant-gouverneur en conseil. 4 Geo. VI, c. 14, a. 8.

**8.** The tax imposed by section 4, whether the price be stipulated payable in cash, on terms, on instalments or otherwise, shall be collected by the vendor at the time of the sale on the whole amount of the contract price and be remitted by him to the Minister, in such manner as the Lieutenant-Governor in Council may prescribe. 4 Geo. VI, c. 14, s. 8.

 Collec-  
tion at  
time of  
sale.Percep-  
tion sur  
livraison.

**9.** La taxe établie par l'article 6 doit être perçue par le vendeur lors de la livraison et transmise par lui au ministre en la manière prescrite par le lieutenant-gouverneur en conseil. 4 Geo. VI, c. 14, a. 9.

**9.** The tax imposed by section 6 shall be collected by the vendor at the time of delivery and be transmitted by him to the Minister in such manner as the Lieutenant-Governor in Council may prescribe. 4 Geo. VI, c. 14, s. 9.

 Collec-  
tion upon de-  
livery.Vendeur  
manda-  
taire du  
ministre.

**10.** Le vendeur doit agir, dans ces cas, comme mandataire du ministre, tenir et rendre compte des montants ainsi perçus et les lui transmettre au bureau du revenu, le ou avant le 15ième jour des mois de septembre, novembre, janvier, mars, mai et juillet de chaque année, pour les deux mois de calendrier précédant immédiatement la remise. 4 Geo. VI, c. 14, a. 10.

**10.** The vendor shall act, in such cases, as the agent for the Minister, and he shall account for and remit to him, through the Revenue Branch, the amounts so collected on or before the 15th day of the months of September, November, January, March, May and July of every year for the two calendar months immediately preceding the remittance. 4 Geo. VI, c. 14, s. 10.

 Vendor  
agent for  
Minister.Indem-  
nité pour  
percep-  
tion.

**11.** Le ministre peut allouer aux vendeurs, pour la perception de la taxe et sa remise à la province, toute indemnité que pourra déterminer le lieutenant-gouverneur en conseil. 4 Geo. VI, c. 14, a. 11.

**11.** The Minister may make an allowance to the vendors for their services in collecting and forwarding the tax to the Province, which allowance shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council. 4 Geo. VI, c. 14, s. 11.

 Allow-  
ance to  
vendor.

## EXEMPTIONS

Exemp-  
tions.

**12.** La présente loi ne s'applique pas:

- a) Aux obligations et actions de corporations;
- b) A tous autres titres, valeurs mobilières, ou monnaies;
- c) A toutes transactions faites par l'entremise de *Canadian Commodity Exchange, Inc.*;
- d) Aux créances, droits d'action, droits incorporels, annuités, primes d'assurances;
- e) A la bière et au tabac;
- f) A la gasoline et au kérozène ("huile de charbon");

## EXEMPTIONS

**12.** This act shall not apply to the following:

- a. Bonds and shares of a corporation;
- b. All other intangible property, all securities, all moneys;
- c. All transactions made through the Canadian Commodity Exchange Inc.;
- d. All debts, rights of action, incorporeal rights, annuities, insurance premiums;
- e. Beer and tobacco;
- f. Gasoline and kerosene (coal oil);

 Exemp-  
tions.

g) Aux denrées alimentaires, à l'exclusion des friandises et des pâtisseries;

h) Aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou un apiculteur, et provenant de son exploitation;

i) Aux outils, instruments aratoires et leurs pièces de rechange, outillages de ferme et tracteurs, acquis par un agriculteur de bonne foi pour le besoin de sa ferme; ni aux véhicules à traction animale, aux grains et moutures, aux graines de semence, aux engrais, aux chevaux, aux harnais, aux bestiaux, aux tuyaux de drainage pour fins agricoles, également achetés par un agriculteur de bonne foi;

j) Aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche achetés par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;

k) A l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;

l) Aux médicaments livrés sur prescription de médecin;

m) Au prix des places en tramways, autobus, bateaux, chemins de fer ou autres moyens de transport terrestre, naval ou aérien, ni aux taux de péage;

n) Au prix d'admission à un lieu d'amusement, défini par la Loi des droits sur les divertissements (chap. 85) et amendements;

o) Aux ventes au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial;

p) Aux ventes faites à la fabrique ou aux syndics d'une paroisse, ou à une société ou compagnie de cimetière, à un hôpital, pour les fins de leur œuvre, ni aux ventes faites par eux;

q) Aux ventes faites par autorité de justice;

r) Aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce dans la province, lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors de la province, pour consommation ou usage en dehors de la province;

s) Aux repas;

t) Aux livres de classe, bibles et livres de prière;

u) Aux messages télégraphiques;

v) Aux ventes pour un prix de dix cents ou moins sauf lorsqu'il s'agit de liqueurs douces ou d'eaux gazeuses. 4 Geo. VI, c. 14, a. 12.

g. Foodstuffs, not including candies and confectioneries;

h. Provisions or merchandise sold by a farmer, horticulturist, nurseryman, aviculturist or apiculturist and produced through the pursuit of his undertaking;

i. Tools, farm implements and parts, farm machinery and tractors, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; nor animal-drawn vehicles, grain and mill feeds, seeds, fertilizers, horses, harness for horses, livestock and drain tiles for agricultural purposes, also purchased by a *bona fide* farmer;

j. Boats, fishing nets and any other fishing apparatus purchased by a *bona fide* fisherman to be used in his trade;

k. Natural water, distilled water and ozonized water;

l. Medicaments on doctors' prescriptions;

m. Fares on tramways, autobuses, boats, railroads or other transportation systems by land, water or air and toll fares;

n. Price of admission to places of amusement, as defined by the Amusement Tax Act (Chap. 85), as amended;

o. Sales to the Federal Government or to the Provincial Government;

p. Sales made to a *fabrique* or the trustees of a parish or to a cemetery society or company or to a hospital, for the purposes of their work, and sales made by them;

q. Sales by judicial authority;

r. Sales made by any person carrying on business in this Province, when the merchandise thus sold is shipped outside of the Province, for consumption or use outside of the Province;

s. Meals;

t. School books, Bibles and Prayer Books;

u. Telegraph messages;

v. Sales for a price of ten cents or less, save where soft drinks or aerated waters are concerned. 4 Geo. VI, c. 14, s. 12.

Taxe de  
vente mu-  
nicipale.

**13.** Nonobstant toute loi ou règlement au contraire, les exemptions prévues à l'article précédent seront, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les seules exemptions applicables à la taxe de vente imposée par toute corporation municipale, en substituant dans le paragraphe 7 dudit article aux mots "en dehors de la province" les mots "en dehors du territoire assujetti à la taxe". 4 Geo. VI, c. 14, a. 13.

## COMPTES, RAPPORTS ET INSPECTION

Tenue de  
comptes.

**14. 1.** Le vendeur, comme mandataire du ministre, doit tenir compte de l'impôt perçu et en rendre compte, le tout en la forme et manière prescrites par le ministre.

Attestation.

**2.** L'exactitude du compte rendu doit être attesté par un affidavit ou une déclaration solennelle du vendeur.

Manu-  
factu-  
riers, etc.

**3.** Le ministre peut obliger tout manufacturier, importateur ou vendeur à tenir, en la forme qu'il prescrit, un état de tous achats et de toutes ventes de biens mobiliers par lui faites, et à lui remettre toute copie ou extrait de cet état, en tout temps et de telle façon qu'il juge à propos.

Vérifica-  
tion.

**4.** Tout officier du revenu dûment autorisé peut, à toute heure convenable, entrer dans l'établissement d'un manufacturier, importateur ou vendeur, en examiner les livres et documents, vérifier les quantités de biens mobiliers vendus ou livrés, contrôler l'exactitude des rapports faits, et, dans le cas d'absence de rapport ou de rapport inexact, établir la quantité des biens mobiliers vendus et le montant de l'impôt à être perçu ou payé, et faire rapport en conséquence au contrôleur. 4 Geo. VI, c. 14, a. 14.

Rapports  
des ven-  
deurs.

**15.** Tout vendeur doit faire au bureau du revenu, des rapports en la forme et au temps que le ministre peut prescrire, et y joindre tous renseignements requis. 4 Geo. VI, c. 14, a. 15.

Secret.

**16.** Nulle personne employée au service de Sa Majesté ne doit communiquer ou permettre que soit communiquée à une personne non légalement autorisée une information obtenue en vertu des dispositions de la présente loi, ni permettre à

**13.** Notwithstanding any law or by-law to the contrary, the exemptions provided for in the preceding section shall, from and after the coming into force of this act, be the sole exemptions applicable to sales taxes imposed by any municipal corporation, substituting in paragraph 7 of the said section for the words: "outside of the Province" the words: "outside of the territory subject to the tax". 4 Geo. VI, c. 14, s. 13.

Municipal  
sales  
taxes.

## ACCOUNTS, REPORTS AND INSPECTION

**14. 1.** The vendor, as agent for the Minister, shall keep and tender accounts of the taxes collected, in the form and manner established by the Minister. Accounts.

**2.** The account rendered shall be verified by the affidavit or the statutory declaration of the vendor. Affidavit.

**3.** The Minister may require manufacturers, importers or vendors to keep in a prescribed form record of all purchases and sales of moveable property by them, and to forward to him copies of such records or extracts therefrom, at such time and in such manner as he deems fit. Manufacturers, etc.

**4.** Any revenue officer duly authorized to that effect may enter the premises of a manufacturer, importer or vendor during reasonable hours, examine his books and documents, verify the quantities of moveable property sold or delivered, establish the correctness of the reports made, and, in the event of a report not being correct or not having been made, establish the quantity of moveable property sold and the amount of the tax to be collected or paid and report accordingly to the Comptroller. 4 Geo. VI, c. 14, s. 14. Inspection of books by revenue officer.

**15.** Every vendor shall make such returns to the Revenue Branch, in such form, at such time and with such information as the Minister may prescribe. Returns by vendor. 4 Geo. VI, c. 14, s. 15.

**16.** No person employed in the service of His Majesty shall communicate or allow to be communicated to any person not legally entitled thereto any information obtained under the provisions of this act, nor allow any such person to examine Secrecy.

une telle personne d'examiner un rapport ou état fourni en vertu des dispositions de la présente loi ou d'en prendre connaissance. 4 Geo. VI, c. 14, a. 16.

or have access to any statement or return furnished under the provisions of this act. 4 Geo. VI, c. 14, s. 16.

## INFRACTIONS ET PEINES

## OFFENCES AND PENALTIES

Infrac-  
tions.

**17.** Toute personne qui:

a) Vend ou livre dans la province des biens mobiliers, sans être munie d'un certificat d'enregistrement encore valide, ou contrevient autrement aux dispositions de l'article 3 de la présente loi ou aux règlements faits sous son autorité, ou

b) Étant mandataire du ministre, refuse ou néglige de percevoir l'impôt, d'en tenir compte ou d'en faire remise conformément aux dispositions de la présente loi ou des règlements faits sous son autorité, ou

c) Refuse de permettre à un officier du revenu de faire l'examen et la vérification prévus à l'article 14 de la présente loi,

Peines.

commet une infraction à la présente loi et est passible, sur poursuite sommaire, en sus des frais et de l'obligation de faire remise de l'impôt, d'une amende de pas moins de dix dollars et de pas plus de mille dollars, pour chaque vente, dans les cas prévus au paragraphe "b" du présent article, et pour chaque jour de telle infraction dans les cas prévus aux paragraphes "a" ou "c" du présent article, et, dans tous les cas, à défaut de paiement de l'amende et des frais et de remise de l'impôt ci-dessus mentionné, d'un emprisonnement de trois mois. 4 Geo. VI, c. 14, a. 17.

Refus de  
payer.

**18.** Toute personne qui contrevient aux dispositions des articles 4, 5 ou 6 de la présente loi, est coupable d'une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en plus du paiement de l'impôt et des frais, d'une amende de pas moins de dix dollars et de pas plus de mille dollars, et, à défaut de paiement de l'amende, de l'impôt et des frais, d'un emprisonnement d'un mois. 4 Geo. VI, c. 14, a. 18.

Peine.

Violation  
du secret.

**19.** Toute personne qui contrevient aux dispositions de l'article 16 de la présente loi est passible d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus deux

**17.** Every person who:

a. Sells or delivers moveable property in the Province, without a registration certificate still in force, or otherwise contravenes the provisions of section 3 of this act or of the regulations made in virtue of this act, or

b. Being an agent of the Minister, refuses or neglects to collect, account for or remit the amount of the tax in accordance with the provisions of this act or of the regulations made thereunder, or,

c. Refuses to permit a revenue officer to make the examination and verification contemplated under section 14 of this act,

commits an offence against this act, and shall be liable, upon summary proceeding, in addition to the payment of the costs and to the obligation to remit the tax, to a fine of not less than ten dollars and not more than one thousand dollars, in the cases provided for in the paragraph b of this section for each sale so made, and, in the cases provided for in paragraphs a or c of this section, for each day of such offence, and, in all cases, in default of the payment of the fine and costs and in default of the payment of the aforesaid tax, to imprisonment for three months. 4 Geo. VI, c. 14, s. 17.

Offences.

**18.** Every person who infringes the provisions of sections 4, 5 or 6 of this act shall be guilty of an offence and shall be liable, upon summary proceeding, in addition to the payment of the tax and costs, to a fine of not less than ten dollars and not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine, tax and costs, to imprisonment for one month. 4 Geo. VI, c. 14, s. 18.

Failure  
to pay.

and not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine, tax and costs, to imprisonment for one month. 4 Geo. VI, c. 14, s. 18.

Penalty.

**19.** Any person violating any of the provisions of section 16 of this act shall be liable to a fine of not less than twenty-five dollars and of not more than two

Violating  
secret.

Penalty.

cents dollars, en sus des frais, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. 4 Geo. VI, c. 14, a. 19.

hundred dollars, and costs, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding three months. 4 Geo. VI, c. 14, s. 19.

## POURSUITES

Poursuites.

**20. 1.** Les poursuites intentées en vertu de la présente loi sont prises au nom du procureur général de la province de Québec, représentant Sa Majesté aux droits de la province, devant un juge de paix, un juge des sessions de la paix, un magistrat de police ou un magistrat de district, et sont régies par la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29) sauf que, chaque fois que le paiement de l'impôt est réclamé, telle poursuite devra être portée devant la Cour supérieure ou devant toute autre cour de juridiction compétente en matière civile.

Preuve.

**2.** Il n'est pas nécessaire de produire l'original d'un livre, document, ordre ou registre en la possession du bureau du revenu, mais une copie ou un extrait certifié par le contrôleur ou par le directeur du service sera, *prima facie*, une preuve suffisante du contenu de l'original.

Contrôleur représenté.

**3.** Il n'est pas nécessaire pour le contrôleur de signer ou d'assermenter la plainte, de comparaître ou de faire preuve de sa nomination et de son maintien en fonctions; à toutes fins, il sera représenté par l'avocat comparaissant au nom du procureur général. 4 Geo. VI, c. 14, a. 20.

Injonction.

**21.** En plus des recours spécialement prévus par la présente loi pour toute violation de ses dispositions, Sa Majesté aux droits de la province peut demander à un juge de la Cour supérieure d'émettre un bref d'injonction contre toute personne qui vend des biens mobiliers sans avoir au préalable obtenu ou sans détenir un certificat d'enregistrement encore valide, lui ordonnant de cesser de vendre des biens mobiliers tant qu'un certificat d'enregistrement ne lui aura été émis ou réémis, et que tous les frais n'auront été payés.

Caution.

Le procureur général représentant Sa Majesté aux droits de la province est dispensé de l'obligation de fournir caution.

## PROSECUTIONS

Suits.

**20. 1.** Suits brought under this act shall be taken in the name of the Attorney-General of the Province of Quebec representing His Majesty in the rights of the Province, before a justice of the peace, a judge of the sessions, a police magistrate or a district magistrate, and shall be governed by Part I of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29) save that, whenever the payment of the tax is claimed, such suit shall be brought before the Superior Court or any other court of competent jurisdiction in civil matters.

Proof.

**2.** It shall not be necessary to produce the original of a book, document, order or register in the possession of the Revenue Branch, but a copy or extract certified by the Comptroller, or by the Director of the Service, shall be *prima facie* sufficient proof of the contents of the original.

Comptroller represented.

**3.** It shall not be necessary for the Comptroller to sign or swear to the complaint, to appear or to make proof of his appointment and of his exercising his office; for all purposes he shall be represented by the attorney appearing on behalf of the Attorney-General. 4 Geo. VI, c. 14, s. 20.

Injunction.

**21.** In addition to the recourses specially provided under this act for the violations of its provisions, His Majesty in the rights of the Province may apply to a judge of the Superior Court for the granting of an injunction against any person who sells moveable property without having obtained a registration certificate still in force, ordering him to cease selling moveable property until a registration certificate is issued or reissued, and all costs are paid.

Security.

The Attorney-General representing His Majesty in the rights of the Province shall be dispensed from the obligation of giving security.

Procé-  
dure.

A tous autres égards les dispositions du Code de procédure civile concernant les brefs d'injonction s'appliquent aux brefs d'injonction mentionnés dans le présent article. 4 Geo. VI, c. 14, a. 21.

In all other respects, the provisions of the Code of Civil Procedure respecting injunctions shall apply to the injunction proceedings mentioned in this section. 4 Geo. VI, c. 14, s. 21.

Sociétés,  
etc.

**22.** Lorsqu'un jugement a été rendu en vertu de la présente loi contre une société, corporation, club, association ou syndicat, tel jugement peut, à défaut de paiement de l'amende et des frais, être exécuté:

a) Dans le cas d'une société, contre chacun des membres de cette société;

b) Dans le cas d'une corporation, d'un club, d'une association ou d'un syndicat, contre son président si domicilié dans la province, et, dans le cas contraire, contre son gérant ou son représentant dans la province. 4 Geo. VI, c. 14, a. 22.

**22.** Whenever a judgment has been rendered under this act against a partnership, corporation, club, association or syndicate, such judgment may, in default of payment of the fine and costs, be executed:

a. In the case of a partnership, against each member of the partnership;

b. In the case of a corporation, club, association or syndicate, against its president if the latter be in the Province, and, if not, against its manager or representative in the Province. 4 Geo. VI, c. 14, s. 22.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## GENERAL PROVISIONS

Conven-  
tion avec  
vendeurs.

**23.** Dans le but de faciliter la perception et la remise de l'impôt établi par la présente loi, ou de prévenir le double paiement de cet impôt sur le même bien mobilier, le ministre peut faire avec un vendeur telles conventions qu'il jugera à propos et telles conventions seront sujettes à la présente loi. 4 Geo. VI, c. 14, a. 23.

**23.** In order to facilitate the collection and remittance of the tax imposed by this act or to prevent the double payment of such tax on the same moveable property, the Minister may effect such arrangements as he may deem expedient to make with a vendor and such arrangements shall be subject to this act. 4 Geo. VI, c. 14, s. 23.

Fonds  
consolidé.

**24.** L'impôt et les droits perçus suivant la présente loi et toutes les amendes recouvrées sous son autorité font partie du fonds consolidé du revenu de la province. 4 Geo. VI, c. 14, a. 24.

**24.** The fees and taxes imposed by and collected under this act, and all fines recovered thereunder, shall form part of the consolidated revenue fund of the Province. 4 Geo. VI, c. 14, s. 24.

Intérêt.

**25.** Tout impôt exigible en vertu de la présente loi portera intérêt au taux de cinq pour cent par année, à compter de la date où tel impôt aurait dû être remis au bureau du revenu. 4 Geo. VI, c. 14, a. 25.

**25.** Every tax due under this act shall bear interest at the rate of five per centum per annum, from the date such tax should have been remitted to the Revenue Branch. 4 Geo. VI, c. 14, s. 25.

Privilège.

**26.** Toute somme due à la couronne en vertu de la présente loi constitue une dette privilégiée prenant rang immédiatement après les frais de justice. 4 Geo. VI, c. 14, a. 26.

**26.** Every sum due to the Crown under this act shall constitute a privileged debt ranking immediately after law costs. 4 Geo. VI, c. 14, s. 26.

Règle-  
ments.

**27.** Pour mettre à exécution les dispositions de la présente loi selon leur sens véritable ou en vue de suppléer à toute omission, le lieutenant-gouverneur en con-

**27.** For the purpose of carrying into effect the provisions of this act according to their true intent or of supplying any deficiency therein, the Lieutenant-Gov-

seil peut faire tout règlement non incompatible avec la présente loi et jugé nécessaire.

ernor in Council may make such regulations, not inconsistent with this act, as are considered necessary.

Effet et publication.

Ces règlements ont la même force et le même effet que s'ils étaient formulés par la présente loi et devront être publiés dans la *Gazette officielle de Québec*. 4 Geo. VI, c. 14, a. 27.

Such regulations shall have the same force and effect as if enacted by this act and shall be published in the *Quebec Official Gazette*. 4 Geo. VI, c. 14, s. 27.

Effect, publication.

Conventions avec municipalités.

**28.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à faire des conventions avec toute corporation municipale pour percevoir pour le compte de cette corporation municipale toute taxe de vente imposée par elle. Ces conventions peuvent stipuler que le ministre aura la faculté de permettre au vérificateur de la corporation municipale d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la présente loi.

**28.** The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to effect agreements with any municipal corporation for the purpose of collecting on behalf of such municipality any sales tax imposed by it. Such agreements may stipulate that the Minister shall have the right to allow the auditor of the municipal corporation to examine all reports or statements furnished under the provisions of this act.

Agreements with municipalities.

Réglementation.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire les règlements jugés nécessaires à l'exécution de telles conventions, autoriser le ministre à exercer les droits de la corporation municipale à ce sujet, et décréter que les deux taxes seront totalisées avant que la fraction d'un cent ne soit comptée comme un cent entier.

The Lieutenant-Governor in Council may make such regulations as may be deemed necessary to carry out such agreements; to authorize the Minister to exercise the rights of the municipal corporation in such connection, and to enact that the two taxes shall be totalled before the fraction of a cent be counted as one cent.

Regulations.

Remise.

La taxe de vente perçue pour le compte d'une corporation municipale est remise par le ministre à cette corporation municipale déduction faite des frais de perception convenus. 4 Geo. VI, c. 14, a. 28.

The sales tax collected on behalf of a municipal corporation shall be remitted by the Minister to the said corporation after deducting the costs of collection agreed upon. 4 Geo. VI, c. 14, s. 28.

Remittance.

Application de la loi.

**29.** Le trésorier de la province est chargé de l'application de la présente loi. 4 Geo. VI, c. 14, a. 30.

**29.** The Provincial Treasurer shall have charge of the carrying out of this act. 4 Geo. VI, c. 14, s. 30.

Carrying out of act.